

Un gouvernement de techniciens pour aller aux urnes

► Dans un climat politique empoisonné, le président Sergio Mattarella a désigné Carlo Cottarelli pour diriger un exécutif de transition.
► Il portera l'Italie aux urnes.

ROME
DE NOTRE CORRESPONDANT

Dans un climat politique empoisonné, le président Mattarella a désigné lundi Carlo Cottarelli pour diriger un exécutif de transition qui portera l'Italie aux urnes.

Carlo Cottarelli sera le prochain Président du conseil italien. Après l'ouverture de la crise institutionnelle provoquée par le refus du président de la République, Sergio Mattarella, de former un exécutif Ligue-M5S, le chef de l'Etat ne veut plus perdre de temps. Il faut rassurer les marchés alors que la Bourse de Milan a chuté ce lundi de plus 2,35 % et le spread (le différentiel entre le rendement des bonds d'Etat allemands et italiens qui conditionne le coût du remboursement de la dette NDLR) est à son plus haut niveau depuis novembre 2013. Carlo Cottarelli pourrait présenter sa liste de ministres et prêter serment dès ce mardi. Dans le « toto-ministres » qui circulait hier, figuraient les noms de grands commis de

l'Etat comme Raffaele Cantone, président de l'autorité anticorruption ou Paolo Tronca, ancien commissaire de la mairie de Rome.

La colère des militants

« Je me présenterai devant le parlement avec un programme qui permettra, si j'obtiens la confiance des chambres, d'adopter le budget pour retourner aux urnes au début de 2019 », a déclaré Carlo Cottarelli.

Un vœu pieux qui n'a guère de chance de se réaliser. Alors que la Ligue et le Mouvement 5 Etoiles crient au coup d'Etat, que Fratelli d'Italia et Forza Italia ont annoncé leur opposition à l'exécutif, le gouvernement Cottarelli n'a aucune chance d'obtenir la confiance des chambres. Il sera démissionnaire au soir même du discours de politique générale, avant la fin de cette semaine. Il restera en place pour gérer les affaires courantes et organiser les élections au plus tôt, certainement au mois de septembre. Un « gouvernement balnéaire », selon le vocabulaire politique transalpin.

Toutefois, la colère des militants du Mouvement 5 Etoiles et de la Ligue, frustrés de ne pas avoir leur gouvernement alors qu'ils sont majoritaires dans le pays et au parlement, ne se calme pas. Sur les réseaux sociaux, de nombreux messages souhaitent au président Mattarella de subir le même sort que son frère... qui fût assassiné par la mafia.

La polémique est devenue continentale. « Un coup d'Etat, le vol de la souveraineté italienne par l'establishment », a déclaré Marine Le Pen. « Si les Italiens se retrouvent avec un gouvernement de techniciens comme celui de Monti, il faut s'attendre à la colère des citoyens », lui a fait écho Nigel Farage, ancien chef des eurosceptiques britanniques. Alors que Steve Bannon, l'ex-conseiller de Donald Trump,

dénonce « le parti globaliste de Davos, fasciste et antidémocratique, qui a volé la souveraineté de l'Italie ».

Et après ?

C'est dans ce climat empoisonné que va se dérouler la prochaine campagne électorale. Le Mouvement 5 Etoiles a annoncé de poursuivre le président Matterella pour haute trahison et de demander son impeachment, une première dans la vie républicaine transalpine.

« La prochaine campagne électorale sera très risquée, confirme Vera Capperucci, politologue et professeur d'histoire des partis politiques à l'université Luiss de Rome. Non seulement elle portera sur l'Europe et la monnaie unique, mais elle se déplacera sur le rôle, et de la légitimité, du président de la République. Dans un pays chauffé à blanc, une remise en question des institutions, de la constitution et du chef de l'Etat est déstabilisante et périlleuse. » ■

DOMINIQUE DUNGLAS

Un pierre d'achoppement L'embarrassant professeur Savona

Paolo Savona, que la Ligue et le M5S voulaient comme ministre de l'Economie et des Finances, n'aime pas l'euro, ni la politique économique que l'Allemagne, dit-il, impose à ses partenaires. Il n'y va pas par quatre chemins, qualifiant la monnaie unique de « prison » pour l'Italie. Dans une Lettre aux amis allemands et italiens publiée en 2012, il renvoyait carrément la stratégie actuelle de l'Allemagne à celle de... Walter Frank, ministre de l'Economie de Hitler, qui rêvait d'une économie européenne tout entière au service de l'industrie allemande. « Taper du poing sur la table ne sert maintenant à rien. Il faut préparer un plan B pour sortir de l'euro si on y est contraint, de gré ou de force. L'alternative est de finir comme la Grèce », écrit-il dans son dernier ouvrage intitulé *Comme un cauchemar et comme un rêve*. Pour autant, Paolo Savona se défend d'être antieuropéen. « Je veux une Europe différente, une Europe plus forte, mais une Europe plus juste », affirmait-il dimanche.

La critique de l'euro n'est pas une spécificité italienne, ni l'obsession du professeur Savona. D'autres économistes ont mis en garde contre ses défauts. Ainsi, le Nobel d'économie Joseph Stiglitz : s'il est impossible de changer les règles de fonctionnement de la monnaie unique, il faut

« sacrifier l'euro pour sauver l'Europe », déclarait-il au *Soir* en 2016. Mais la monnaie unique est-elle cette « cage allemande » qui bride la vitalité de l'économie italienne et contribue à la désindustrialisation de la Péninsule ? Et que lui reprochent des économistes comme Paolo Savona ? Fondamentalement, deux choses.

D'une part, ils jugent que l'euro est une monnaie surévaluée pour l'Italie et sous-évaluée pour l'Allemagne – en raison des taux de conversion initiaux des monnaies nationales en 1999 et de la politique « non coopérative » de modération salariale menée par l'Allemagne avant la crise financière. Cette perte de compétitivité expliquerait la stagnation italienne depuis bientôt vingt ans. Et, puisqu'il est impossible à l'Italie de dévaluer, la seule possibilité est de mener une politique de forte réduction des coûts salariaux et de modération salariale, qui comprime la demande intérieure et condamne l'Italie à des nombreuses années supplémentaires de stagnation. D'autant que, d'autre part, les règles de fonctionnement de la monnaie unique font peser la totalité de l'effort d'ajustement sur les pays déficitaires, puisque l'Allemagne peut continuer à engranger des excédents extérieurs au lieu de relancer sa demande interne et soutenir la croissance de l'en-

semble de la zone.

« Une critique légitime »

Selon une récente étude du Cepii, le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, à Paris, l'euro est en effet sous-évalué (de 15 %) pour l'Allemagne et surévalué (de 9 %) pour l'Italie. Et il est indéniable que la désindustrialisation italienne s'est considérablement accentuée depuis l'introduction de la monnaie unique. « Cela signifie-t-il pour autant que toute la faute repose sur l'euro ? De nombreux économistes ne partagent pas ce diagnostic et contestent l'affirmation selon laquelle la possibilité de déprécier la monnaie nationale aurait pu éviter ce manque de croissance, explique Eric Dor, directeur des études économiques à l'Ieseg School of Management, de l'Université catholique de Lille.

Tous les maux ne proviennent pas de l'euro. Par contre, il y a un consensus relatif pour admettre que, quelles que soient les causes de la stagnation de l'Italie, le fonctionnement actuel de la zone euro est peu susceptible de l'aider à surmonter ses problèmes. »

« De manière générale, les études montrent que l'Europe du Nord et surtout l'Allemagne ont bénéficié de l'euro, en raison des politiques déflationnistes et d'une position industriellement avancée qui leur garantissait une monnaie largement

sous-évaluée. Il est évident également qu'on voit à l'œuvre un processus de polarisation industriel, au profit de l'Allemagne et de ses voisins, dans lequel les règles monétaires, budgétaires et concurrentielles européennes jouent un rôle cen-

tral », confie Federico Bassi, chercheur en post-doctorat au Centre d'économie de Paris Nord de l'Université Paris 13. Si la critique de l'euro lui paraît légitime, il refuse de jouer la carte de « l'Allemagne contre le reste de l'Europe » : « Cela ne

me semble pas le plus pertinent s'il s'agit de créer un consensus autour d'une critique de l'Union européenne et de la monnaie unique, qui n'aboutisse pas à un repli nationaliste et identitaire. » ■

DOMINIQUE BERNS

CARLO COTTARELLI

« Mister ciseaux »

« J'ai davantage de chances de jouer avant-centre dans l'Inter de Milan que de devenir président du Conseil. » La prophétie de Carlo Cottarelli ne s'est pas avérée car c'est bien à cet ancien haut fonctionnaire du FMI, âgé de 64 ans, que le président Matterella a confié la forma-

tion du gouvernement.

Homme de l'ombre qui avait fait la plus grande partie de sa carrière à Washington, il est devenu un homme public lorsque Enrico Letta l'a nommé commissaire à la « spending review », la réduction des dépenses de l'Etat. Surnommé « Mister ciseaux »

car son job consistait à couper dans le budget, il avait conservé le même rôle auprès de Matteo Renzi. Il y avait renoncé devant les réticences du leader florentin à adopter des mesures impopulaires. Devenu directeur de l'observatoire des comptes publics italiens, il avait évalué le coût des

promesses du programme Ligue et du Mouvement 5 Etoiles à 108 milliards d'euros et celui des couvertures financières à... 500 millions. Désormais, il est passé de l'autre côté de la barrière. Ce sont les autres qui vont étudier les comptes de son gouvernement.

D.D.

Vincent de Coorbyter « Les populistes font croire qu'ils savent ce que veut leur électorat »

En refusant la nomination de Paolo Savona, jugé trop anti-euro, au ministère de l'Économie, le président italien Sergio Mattarella a bloqué le gouvernement Conte. Un déni de démocratie, considérant le résultat des élections générales du 4 mars dernier ? Nous avons posé la question à Vincent de Coorbyter, titulaire de la chaire de Philosophie sociale et politique contemporaine à l'ULB.

La souveraineté populaire doit-elle automatiquement se traduire en décisions politiques et juridiques, même si son orientation est déplaisante ?

Non. Au risque de surprendre, le système démocratique classique que nous connaissons en Belgique, en Italie et dans tous les pays occidentaux, ne prévoit pas du tout que la souveraineté populaire s'exerce telle quelle, sous la forme de décisions juridiques qui traduiraient purement et simplement la volonté du peuple.

La première chose qu'il faut rappeler, c'est qu'il n'y a pas de système de mandat impératif. Le peuple choisit ses représentants mais ne leur assigne pas une mission précise. Les constitutions démocratiques, au contraire, garantissent l'indépendance des élus, qui ne sont pas au service de leurs seuls électeurs et qui doivent décider, une fois élus, en totale liberté. Donc, on brise d'emblée l'idée d'une tra-

duction automatique de la souveraineté populaire aux décisions politiques et juridiques.

D'autre part, les constitutions démocratiques sont faites pour éviter que des majorités politiques issues des urnes puissent faire tout et n'importe quoi, au simple nom de leur majorité numérique. Elles instituent un certain nombre de règles fondamentales de fonctionnement de l'État, des droits fondamentaux, et sont presque toujours, dans les pays démocratiques, adoptées à des

majorités qualifiées et ne peuvent être révisées qu'à des majorités qualifiées, nettement supérieures à 50 %. Précisément, parce qu'on estime qu'il y a des principes fondamentaux – droits humains, mode de fonctionnement démocratique, etc. – qui doivent être protégés de la volonté populaire majoritaire du moment.

Et plus finement, à l'intérieur des constitutions démocratiques, le plus souvent – et c'est le cas en Italie – il y a des mécanismes d'équilibres mutuels des pouvoirs, qui évitent là aussi que la majorité politique du moment, à travers le seul gouvernement, ou à travers la seule suprématie numérique au parlement, puisse prendre n'importe quelle décision ; elle doit respecter les prérogatives d'autres acteurs politiques. Et dans la constitution italienne, c'est le rôle du chef de l'État d'exercer un certain

nombre de garde-fous – comme c'est le cas dans la constitution belge, même si c'est tombé en désuétude en pratique, où c'est toujours bien le roi qui, au niveau fédéral, nomme et révoque les ministres : c'était l'idée, à l'époque, que le roi puisse « filtrer » certaines propositions qu'il aurait jugées aventureuses.

N'est-ce pas contraire à l'esprit de base de la démocratie, laquelle repose bien sur la souveraineté populaire ?

Si, mais cela montre qu'on s'est toujours méfié d'une traduction directe, totale, éventuellement irréfléchie de la volonté populaire. En l'occurrence, en Italie, le président Mattarella utilise les prérogatives que lui octroie la constitution : il a un droit de veto sur le nom des ministres qui lui sont proposés. Pour ce que j'en ai lu, il aurait d'ailleurs désigné le ministre de l'économie qui lui était soumis si celui-ci s'était engagé à ne pas faire sortir l'Italie de l'Union européenne ou de la zone euro. On peut évidemment considérer que récuser un ministre parce qu'il a, sur l'Europe, des vues qui ne sont pas celles du président, c'est déjà trop... Mais il semble que ce soit bien le rôle du président, quand il exerce son droit de veto, de s'exprimer au nom de ce qu'il considère être comme l'intérêt supérieur de l'État.

Pourtant, on pourrait se dire que les Italiens ont voté en connaissance de cause : l'euro et l'Europe étaient au cœur du programme des formations populistes qui ont remporté les élections...

C'est la raison pour laquelle le fait que le bras de fer s'engage sur ce thème-là n'est pas un hasard.

Les populistes ont de bons arguments pour dire : « Comme par hasard, dès qu'on s'attaque à l'Europe, on nous bride ». Ils n'ont pas tort de dire que sur la question européenne, les barages faits à l'expression de la volonté populaire sont particulièrement puissants et irritants. En même temps, ces barages ne sont pas insurmontables : voir le Brexit, qui n'a pas tourné comme

M. Cameron le souhaitait. Mais dans le chef des partis populistes, c'est de bonne guerre. Cela étant, s'il est vrai que les enjeux européens ont été très présents dans la campagne, rien ne prouve que c'est sur ces enjeux qu'on a choisi le Mouvement 5 étoiles et la Ligue ! Et ça, c'est le problème que pose la rhétorique populiste : ces partis font croire qu'ils savent ce que veut leur électeur et que ce qu'eux-mêmes vont faire est exactement ce que veut leur électeur. C'est un abus de démocratie, un abus d'interprétation du geste électoral. Le vote est secret et ne s'accompagne d'aucune indication sur les motivations du vote. C'est un acte purement mécanique, qui ajoute une voix dans la colonne d'un parti ou d'une personne.

Mais que faire si le peuple italien ne veut bel et bien plus de l'Europe - telle qu'elle fonctionne en tout cas ?...

Si on a la conviction qu'il existe, en Italie, un nœud autour du rapport à l'Europe, il serait plus logique, soit de revoter, en sachant que c'est là-dessus que portera la campagne, soit d'organiser un référendum, si on est au clair sur la question posée. Mais le référendum n'est pas toujours non plus une opération démocratique sans faille, ni sans défaut : on sait qu'il y a des référendums qui provoquent une réponse non pas tellement sur son objet mais en réaction au pouvoir qui en a pris l'initiative... Ça n'est donc pas une panacée. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

ENTRETIEN

« Savona était une excuse »

Ignazio Corrao est député européen du Mouvement 5 Étoiles. Il a été le directeur de campagne de Luigi Di Maio, le chef de file du mouvement, lors des dernières élections.

Comment réagissez-vous à la nomination de Carlo Cottarelli ?

On comprend facilement que cette décision était prête et probablement planifiée : le président Mattarella a convoqué Cottarelli immédiatement après avoir refusé de nommer le nouveau gouvernement du changement...

M. Savona était perçu comme opposé à l'euro...

La sortie de la zone euro n'était mentionnée nulle part dans notre programme de coalition. C'était une excuse inacceptable pour éviter la mise en place de ce gouverne-

ment. M. Savona avait déjà été ministre d'un gouvernement antérieur (celui de Carlo Azeglio Ciampi, en 1993-94, NDLR), et cela n'avait posé aucun problème. Il n'a jamais dit qu'il comptait sortir notre pays de l'euro ni de l'Union européenne.

Le président Mattarella a refusé de nommer M. Savona, car comme il l'a expliqué, le nom du ministre des Finances constitue un message aux partenaires étrangers et aux marchés.

Le message que le président de la République a envoyé est que la voix populaire n'est pas respectée en Italie, la majorité choisie par le peuple n'a pas été acceptée, et que l'Italie est une colonie des marchés, de l'Allemagne et d'autres qui ont des intérêts financiers dans notre pays. La seule chose que nous avons défendue, est que nous sommes favorables à une Europe forte où l'Italie n'est pas soumise à

d'autres pays, mais joue son rôle de grand pays et de pays fondateur de l'UE.

Parler de colonie n'est-il pas un peu particulier, quand un pays a une dette qui atteint 130 % de son PIB, ce qui le

met dans une certaine situation de dépendance vis-à-vis de ses crédateurs ?

OK, mais cela ne justifie pas qu'on nie le résultat des élections. Nous n'avons jamais dit que nous cesserions de payer nos dettes, nous avons dit au contraire que nous voudrions travailler avec nos partenaires européens. Mais si on décrète que le gouvernement est choisi par les agences de rating, alors supprimons les élections et la volonté populaire. C'est très mauvais pour l'Union européenne et pour le concept de démocratie.

J.KZ